

## Développementalisme de la République démocratique du Congo à l'épreuve de la triangulation des cinq chantiers en Province Orientale (RDC)

Peter Nzima Likambo

[nzimalik@yahoo.fr](mailto:nzimalik@yahoo.fr)

Chef de Travaux, Université de Bunia, République démocratique du Congo

<https://doi.org/10.51867/ajernet.7.1.42>

### RÉSUMÉ

Depuis l'accèsion de la République démocratique du Congo à l'indépendance, plusieurs programmes publics ont été mis en œuvre afin d'impulser le développement. Le programme des cinq chantiers (2008-2018) basé sur la réalisation des projets structurants dans les domaines des infrastructures, la santé, l'éducation, l'énergie et l'emploi dans les 26 provinces de la RDC a été lancé dans cette chronique. Malheureusement, son exécution en province Orientale démembrée paraît déficitaire, au regard des réalisations du même programme dans d'autres provinces comme celle du Maniema, pourtant moins viable politiquement et économiquement. Sa seule ville de Kindu (Congo Vision, 2023) a bénéficié de la modernisation complète de sa voirie urbaine, de la modernisation de son aéroport dont la piste a été portée à 3900 m, de la construction d'un stade de football au standard international, de la construction de l'université et de la place MAPON, l'université officielle de Kindu, de trois grands centres hospitaliers équipés et enfin de la cité du fleuve. Dans sa conception initiale, les Cinq Chantiers qui devinrent la Révolution de la modernité prévoyaient la construction de 3400 km de routes asphaltées, 3215 km de routes en terre battue, 5000 logements sociaux, 145 polycliniques, 31 hôpitaux, 2 centrales hydroélectriques, 2 aéroports et 2 universités à travers la RDC. En 2011, le gouvernement organisa des nouvelles élections et, sans rendre compte à la population congolaise de ce qu'avaient été les Cinq Chantiers tels que lancés en 2008, lança le concept de Révolution de la modernité en relais aux Cinq Chantiers, mais cette fois doublé ambition d'émergence de la RDC à l'horizon 2030. En considérant l'état des infrastructures routières, de desserte en eau, de santé, d'éducation, la situation de l'emploi en province Orientale à l'issue du deuxième et dernier mandat de Joseph Kabila, il s'observe qu'il y a eu mise en œuvre déficitaire des cinq Chantiers en province orientale démembrée. A partir de ces constants, l'article recommande l'Eradication de la corruption et les détournements des deniers publics qui gangrènent l'administration publique, le système politique congolais compris, la dépolitisation de cette dernière et son remplacement dans la trajectoire de ses missions régaliennes, notamment celle d'encadrer et exécuter les politiques publiques, le renforcement de la décentralisation en concédant plus d'autonomie financière et administrative aux Provinces et autres Entités Territoriales Décentralisées, la mise en place d'une approche down top dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques dont l'exécution doit être confiée aux Gouvernements Provinciaux, les services techniques centraux et déconcentrés de l'administration publique en lieu et place des structures du cabinet du chef de l'état.

**Mots Clés :** Cinq Chantiers, Développementisme, Épreuve, Province Orientale, RDC, Triangulation

### ABSTRACT

Since the Democratic Republic of Congo gained independence, several public programs have been implemented to drive development. The five-year program (2008-2018) is based on the implementation of structural projects in the areas of infrastructure, health, education, water, and employment in the 26 provinces of the DRC. Unfortunately, its implementation in the dismantled Orientale Province appears to be deficient compared to the achievements of the same program in other provinces, such as Maniema, which is less politically and economically viable, where the city of Kindu alone (Congo Vision, 2023) has benefited from the complete modernization of its urban road network, the modernization of its airport, whose runway has been extended to 3,900 m, the construction of an international-standard football stadium, the MAPON university, the official university of Kindu, three large, well-equipped hospitals, and finally the river city. In its initial design, the Five Projects that became the Revolution of Modernity provided for the construction of 3,400 km of paved roads, 3,215 km of dirt roads, 5,000 social housing units, 145 polyclinics, 31 hospitals, two hydroelectric power stations, two airports, and two universities across the DRC. In 2011, the government organized new elections and, without reporting to the Congolese people on the progress of the Five Projects launched in 2008, the new government under the same Joseph Kabila launched the concept of the Revolution of Modernity to replace the Five Projects, but this time coupled with the ambition of making the DRC an emerging country by 2030. Considering the state of road infrastructure, water supply, health, education, and the employment situation in Orientale Province at the end of Joseph Kabila's second and final term, it is clear that the five projects in the dismantled Orientale Province have been poorly implemented. Based on these observations, the article recommends the eradication of corruption and embezzlement of public funds, which plague the public administration, including the Congolese political system, the depoliticization of the latter and its return to its core missions, in particular that of overseeing and executing public policies, the strengthening of decentralization by granting more financial and administrative autonomy to the provinces and other decentralized territorial entities, the implementation of a top-down approach in

the design and implementation of public policies, the execution of which must be entrusted to provincial governments, central and decentralized technical services of the public administration, rather than the structures of the head of state's office.

**Keywords:** Developmentalism, DRC, Five Major Works, Orientale Province, Test, Triangulation

## I. INTRODUCTION

Dans le but de relancer la RDC dans l'optique du développement après 32 ans de règne du Marechal Mobutu, le gouvernement congolais a conçu et lancé en 2008 le programme de Cinq chantiers de la république. Ce programme basé sur la réalisation des projets structurants dans les domaines des infrastructures, la santé, l'éducation, l'énergie et l'emploi, devait être financé par le groupe d'entreprises privées chinois contre exploitation des ressources naturelles de la RDC dont le cuivre et cobalt. Après une décennie de son exécution (2008-2018), l'état des infrastructures concernées en Province Orientale démembrée, renseigne une mise en œuvre déficitaire de ce programme, comparativement aux provinces telle que le Maniema, souvent présenté comme bénéficiant d'un leadership efficace de ses élites politiques et pourtant moins viable politiquement et économiquement que la Province Orientale démembrée (Kimbembe Mazunga, 2024).

Cette question de mise en œuvre déficitaire des programmes de gouvernement n'est nullement le propre des pays du sud, étant donné que les pays comme les Etats-Unis (Renaud février, 2016), le Brésil (Bernard Lestienne, 2011), la France (Isabelle PICET, 2022), la Belgique (Bernard Conter et Jean FanieL, 2015) la Chine (Alex Payette, 2021), l'Egypte (Laurent Ribadeau Dumas, 2018), le Sénégal (Hebdo, 2019), la cote d'Ivoire (Reliou Koubakin, ) et le Kenya (Le croix, 2022 ) à titre illustratif; n'en sont pas moins affectés. Quant à la RDC et la province orientale démembrée, Néhémie MwilanyA (2021) et Baruti et Simba (2013) ont respectivement présenté le bilan de Joseph Kabila en trois points pour le premier et analysé la part du Gouvernement Provincial de la Province Orientale démembrée dans la mise en œuvre des cinq chantiers in situ.

Cette situation soulève la question de savoir pourquoi il y a eu mise en œuvre déficitaire des cinq chantiers en province orientale démembrée entre 2008 et 2018. L'étude émet l'hypothèse selon laquelle des défauts ou faiblesses dans la conception des contrats chinois, la corruption et les détournements des fonds prévus pour les travaux, la rupture du financement des projets par la partie chinoise et le manque d'incrementalisation des projets par les élites politiques, justifié sur terrain par le nombre réduit et minime des ouvrages et travaux d'infrastructures réalisés en Province Orientale démembrée, le manque d'une planification Claire des projets à exécuter par Provinces, le faible implication des élites de la Province Orientale dans la conception, le choix des projets et leur orientation vers les provinces, les faibles plaidoyers, des missions de suivi et contrôle des projets de 5 chantiers en Province Orientale, la non-participation des fils de la Province Orientale dans les négociations entre le gouvernement et les entreprises privées chinoises ; justifient cette mise en œuvre déficitaire des cinq chantiers en province orientale démembrée.

### 1.1 Objectifs de la recherche

De manière générale, l'étude analyse les causes de la mise en œuvre déficitaire des cinq chantiers de 2008 à 2018 volets infrastructures dans la Province Orientale démembrée et, interpelle les élites politiques sur leur responsabilité dans le suivi des politiques publiques pour booster le changement.

## II. CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL

### 2.1 Action Publique et Changement

John Dewey cité par Mbate Lupiki et Ukumu Ular (2011) a été parmi les premiers à présenter l'action publique comme « une proposition expérimentale » de transformation du social et non comme un commandement. Du coup, analyser la mise en œuvre des politiques publiques, c'est expliciter comment un programme public est approprié et pas seulement la façon dont il a été conçu. Certains vont jusqu'à considérer que la réalité d'une action publique se situe pour l'essentiel dans sa mise en œuvre et les effets de celle-ci, bien que ce n'est pas toujours le cas.

Cette perspective qui ne s'est pas imposée immédiatement selon Mbate Lupiki et Ukumu Ular (2011), a eu pour préalable le diagnostic sur les échecs des politiques publiques qui ont conduit à la compréhension de leur mise en œuvre et leurs échecs. En ce qui le concerne Mbate Lupiki et Ukumu Ular (2011), la mise en œuvre a pour point de départ un problème autant social que politique, l'échec relatif des politiques interventionnistes de l'État providence et la critique des économistes des choix publics. Pour eux, les groupes d'intérêt manipulent les bureaucrates et les politiciens afin d'utiliser les ressources du gouvernement pour protéger leurs intérêts.

En effet, dès les années 1960 aux États-Unis note Mbate Lupiki et Ukumu Ular (2011), il y eut une forte mobilisation des sciences sociales essayant d'expliquer pourquoi, malgré de très importants investissements publics, de

nombreux problèmes économiques et sociaux perduraient. On cherchait aussi de nouvelles stratégies d'action et des réponses aux critiques de l'intervention de l'État.

Les sociologues urbains menèrent ainsi de grandes enquêtes sur le faible impact des programmes publics de lutte contre les ghettos. Les raisonnements les plus fréquents se sont attachés à décrire, voire à dénoncer, les écarts entre les intentions des décideurs – financeurs et les résultats obtenus. Cette focalisation sur les lacunes de l'action publique et son manque d'efficacité doit être mise en relation avec la diffusion d'une nouvelle rationalité de type économique dans la gestion publique.

## 2.2 Cinq Chantiers de la République

Jean Pierre Kambila (2009, p18-19), indique par ce concept symboliquement le projet politique de Joseph Kabila, lequel traduit une volonté de construire et mobiliser concrètement par une formule simple mais très évocatrice de toute les notions que porte le vocable chantier. Ce dernier implique une ambition, celle de vouloir modifier son environnement pour longtemps et nécessite une réflexion approfondie ; celle de savoir dans quel dessein entreprendre ladite transformation de sa réalité.

L'indication d'un nombre précis, en occurrence cinq ne signifie pas à proprement parler que l'on se trouve en face d'un programme politique qui se chargerait de lister précisément un certain nombre d'actions ou des projets à mener à bien dans un laps de temps déterminé. Il va sans dire que la réalité congolaise à construire ou à reconstruire ne se limite pas à cinq domaines. L'évocation de ce chiffre représente les demandes les plus fortes et les plus pressantes. C'est dire que la concrétisation des cinq chantiers, habituellement mis en avant à savoir les infrastructures, la création des emplois, le logement, l'eau, l'électricité et l'éducation ; impose la résolution concomitante de quelques autres questions en même temps qu'elle préparera la résolution d'autres problèmes non moins importants.

Pour Beshir ben Yahmed (2009, p111), il s'agissait d'un seul programme de gouvernement sur les infrastructures de base et de voies de communication (routes, voies ferrées, aéroports, ports, voies fluviales) l'eau, l'électricité, la sante et l'éducation, l'habitat et l'emploi. Calvet et Kavanagh, (2021), soutint que les « 5 chantiers » furent la vision de développement de la RDC présentée par le Président Joseph Kabila pour son élection en juillet 2006. Ils comportaient 5 piliers à savoir les infrastructures, l'énergie (eau et électricité), la santé, l'éducation et l'emploi. C'est donc un programme de reconstruction du pays.

## 2.3 Contrats Chinois

De tous les arrangements internationaux du Gouvernement Congolais, un seul a fait l'objet des agitations de la part de l'occident, de certains politiciens et intellectuels locaux et pas seulement de l'opposition. Il s'agit du fameux contrat chinois qui en fait est un contrat comme les autres, mais cette fois conclu entre la Gécamines et les sociétés chinoises. Bongeli (2011, p144-145) note que cet accord conclut pour la reconstruction du pays fut une première du genre. En effet, les richesses potentielles que la RDC dispose en abondance ne peuvent devenir réelles et consommables qu'à la suite du travail humain qui implique argent et expertise non disponible. Le pays ne pouvait donc que miser sur elles pour constituer des fonds pour sa reconstruction dans une perspective développementaliste.

Parmi les opportunités présentées par la RDC, les entreprises chinoises s'intéressèrent au gisement de cuivre et de cobalt. Après exploration et évaluation de la valeur du site proposé à ces partenaires, le gouvernement a sollicité et obtenu des partenaires un préfinancement conséquent en vue de la réhabilitation, la construction et la modernisation des infrastructures complètement inexistantes. La RDC s'est au départ sortis avec 9 milliards de dollars américain répartis comme suit : 3 milliards à investir dans la mine ; 6 milliards en deux tranches de 3 milliards chacune destinées aux projets élaborés dans le cadre de cinq chantiers de la république. Collète Braeckman (2009, p174-176) note à propos que, c'est durant l'été 2007 que Pierre Lumbi, Ministre congolais des infrastructures s'était rendu à Pekin pour lancer les négociations, directement mandaté par le Chef de l'Etat. Lorsque les congolais découvrent les détails de l'accord passé avec la chine, ils n'en croyaient pas à leurs oreilles, tellement le contrat différait des tractations auxquelles ils ont été habitués. Qu'on en juge, deux entreprises chinoises en l'occurrence SYNOHYDRO Corporation et CREC (China Railways Engineering Company), se sont engagées à réhabiliter les infrastructures congolaises et à effectuer des travaux dont la valeur s'éleva à 6,5 milliards de dollars américain.

Ces deux entreprises allaient construire entre autres 3000 km de routes et de voies ferrées, 31 hôpitaux de 150 lits répartis dans tout le pays, 145 centres de santé, 4 universités et 50.000 logements sociaux. En contrepartie, une société mixte baptisée Sicomines créée en partenariat entre les chinois et la Gécamines aurait accès à l'exploitation de deux millions de tonne de cuivre qui correspond à 6,5 millions de cuivre raffinés, 200.000 tonnes de cobalt et 372 tonnes d'or. A titre de comparaison pour permettre de mesurer l'ampleur de ces accords, rappelons qu'en 80 ans, d'exploitation du Congo par la Belgique à travers l'Union Minière du Haut KATANGA retira un total de 8 millions de tonnes de cuivre. Un premier prêt chinois s'élevant à 2 milliards de dollars devrait être affecté à la modernisation de l'appareil minier afin d'entamer au plus tôt l'exploitation des gisements.

Un deuxième prêt devrait être affecté au financement des travaux d'infrastructures. Le total de ces prêts consentis par Exim BANK of China et China Développement BANK devraient atteindre 9,5 milliards de dollars, un montant toujours susceptible d'être augmenté. En guise de cadeau d'entrée ou de pas de porte, les chinois s'engagent à verser 350 millions de dollars dont 100 millions à la Gécamines et 250 millions au budget de l'Etat congolais. Le ministre des finances accueilli avec reconnaissance la perspective de cette contribution exceptionnelle mais le versement allait tarder à se matérialiser.

Dans un premier temps, la totalité des bénéfices dégagés par l'exploitation de minerais devrait servir au remboursement des investissements miniers. Au cours de la deuxième période, 66% du bénéfice de la joint-venture minière devraient être affecté au remboursement de la première tranche des infrastructures et les 34 % restants rétribueront les actionnaires chinois et congolais. La question que nous pouvons nous poser déjà à ce niveau est celle de savoir qui étaient ces actionnaires coté congolais de cette joint-venture. Après avoir été initialement financé par un prêt chinois, la deuxième tranche des infrastructures prévue devrait être financée par les contributions fiscales et douanières qui seront engrangées par la RDC.

### III. MÉTHODOLOGIE

Le travail d'investigation de l'étude a été orienté par l'analyse fonctionnelle de Robert King Merton selon le protocole d'Esiso (2012, p26), appuyé par l'approche fonctionnelle d'Otemikongo (2018, p 124) et une démarche qualitative combinant analyse documentaire, la participation observante et entretiens libres, traités selon l'analyse du contenu. Les résultats mettent en évidence un gap important entre prévisions des projets d'infrastructures et leurs réalisations concrètes sur terrain.

Le champ spatial couvre l'espace géographique de la Province Orientale démembrée conformément à postulat de délimitation proposé par Mulumbati Ngasha (2010, p4). Le champ temporel s'étend de 2008 à 2018, période de mise en œuvre de cinq chantiers en RDC. Les matériaux d'entretiens inclut des échanges avec des acteurs politiques (députés, sénateurs, gouverneur, maires des villes, conseiller du chef de l'Etat), des acteurs socio-institutionnels (société civile), ainsi que des informations issues des communications officielles et des déclarations publiques ; telles que reprises dans la section des sources. Pour des raisons qui tiennent de l'éthique, les propos sont contextualisés et au besoin sous anonymat pour éviter toute information non indispensable à la compréhension des mécanismes étudiés. Les limites tiennent de la focalisation sur un espace provincial pour la collecte des données et leur nature qualitative. Par ailleurs, les résultats éclairent des mécanismes d'action publique sans prétention à une extension statistique sur l'ensemble du pays.

### IV. PRESENTATION DES RÉSULTATS ET LEURS DISCUSSIONS

#### 4.1 Présentation des résultats

##### 4.1.1 Élaboration Lacunaire des Contrats Chinois

Les données illustrent une élaboration lacunaire des termes des contrats signés par les parties. Christian Kabange Nkongolo (2009) porta une analyse critique sur la nature juridique de ces contrats, la participation des parties au capital, la Clause de répartition des bénéfices et l'opportunité d'une renégociation. Il conclut ses critiques en notant que le deal sino-congolais n'était rien d'autres qu'un contrat du droit de commerce international et que les conditions d'une qualification léonine dans la répartition des bénéfices de la joint-venture ne sont pas réunies concernant le déséquilibre potentiel qui existe dans les modalités de répartition qui ont été arrêtés par les parties et donc, il apparaît nécessaire que les contrats chinois soient renégociés afin qu'un certain réajustement soient effectués au profit de la partie congolaise. L'inspection générale des finances s'est également évertuée à analyser ces contrats à la demande du gouvernement congolais. Ses conclusions sont formulées en 32 griefs qui nécessitaient une renégociation de ces contrats. C'est dans cette perspective que Patrick Muyaya (2023) par ailleurs ministre congolais de la communication et porte-parole du gouvernement congolais, suivi du chef de l'Etat Congolais, son Excellence Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo (2024), vont respectivement annoncer la révision de ces contrats qui intervint le 19 janvier 2024. À la suite de la signature de cet avenant qui était le 5 eme du genre, Patrick Bomboka (2024) mit en évidence les gains obtenus par la partie congolaise ; lesquels portèrent sur la répartition du capital, la direction de la Sicominés et une réévaluation des bénéfices de la partie congolaise chiffrée à 7 milliards de dollars.

##### 4.1.2 Rupture du Financement des Projets par la Partie Chinoise

Les enquêtes renseignent sur la rupture du financement des projets par la partie chinoise. Congo holdup par réalisées par the Sentry, bloomberg, Mediapart et la plateforme de protection des lanceurs d'alerte suggère que faute d'accorder des exonérations à la Sicominés, Exim Bank of China a suspendu le financement des projets en 2012. Pour sa part Jean Kimbembe Mazunga(2024) mentionna la pression ou les dictats des institutions de breton Wood (FMI et

banque mondiale) qui craignait un surendettement de la RDC du fait de ces contrats. Cette rupture entraîna une réduction du montant tel qu'il était initialement signé.

#### **4.1.3 Corruption et Détournements des Fonds Destinés au Financement des Projets**

Plusieurs éléments convergent vers l'idée de corruption et détournement des fonds destinés au financement des projets. Congo holdup up réalisées par the Sentry (2021) en synergie avec Médiapart et la Plateforme de Protection des Lanceurs d'Alerte, révèlent le rôle de Congo construction company dans l'exécution des contrats chinois. Elles révèlent qu'environ 65 millions de dollars ont transités par les comptes de la Congo Construction Company ouvert dans les livres de la BGF-Congo entre janvier 2013 après rupture des financements des projets par la partie chinoise et juillet 2018, quelques mois avant la fin du deuxième mandat de Joseph Kabila.

De ces 65 millions, 41 millions ont été retirés en espèce à des moments clés du blocage dans la mise en œuvre de ces projets. 30 millions ont été versés par l'intermédiaire de cette société écran au proches du président Joseph Kabila dont Moise Ekanga du Bureau de Coordination et de Suivi des Projets de 5 chantiers, Congo Construction Company de Guy Loando et la Société de Gestion Routière au Congo de Zoe Kabila. Elles ont reçu des fonds destinés aux travaux venant de 4 sociétés écrans distinctes les unes les autres au travers un compte ouvert par Du Wei à la BGF, succursale qui était dirigé au Congo par Francis Selemani Ntwale, frère adoptif de Joseph Kabila. Quant à lui Collette Braeckman (2009), soutient que la partie chinoise a versée au Gouvernement congolais la coquette somme de 350 Millions de dollars comme pas de porte pour la signature des contrats chinois par ce dernier. De ces 350 millions de dollars 100 millions fut versés à la Gécamines et 250 millions au budget de l'Etat congolais. Jean Kimbembe Mazunga (2023), par ailleurs conseiller du Chef de l'Etat Joseph Kabila en matière des infrastructures mentionna également des pas de porte versés au gouvernement, dont la cagnotte n'a malheureusement pas servi au financement des projets.

#### **4.1.4 Nombre Réduit et Minimale des Projets Réalisés**

Les enquêtes ressortent un nombre réduit et minimale des projets réalisés. Pour Pene Mbaka et Fimbo Lebilyle (2024). Sur 21 projets prévus, 5 ont été totalement réalisés, 9 en partie et 7 n'ont jamais connu un début d'exécution. En conséquence, le service économique de l'ambassade de France (2019) note dans un rapport que 10 % de la population congolaise n'avait pas accès à l'électricité et le Plan Quinquennal du Ministère des Infrastructures et Travaux Publics (2024), 3% du réseau routier congolais n'est pas en bon état. L'U-report UNICEF (2024) avança que 78 % de la population étaient exclu des services de santé publique et 20 % seulement recouraient régulièrement aux services de santé à 2014. En outre, Trefon (2010) pensa que 95% des activités prévues n'ont pas été réalisées, de même que Agbumwana Motinga (2016) qui conclut ses enquêtes par le constat d'une mise en œuvre déficitaire des Cinq chantiers, marqué par la vétusté des infrastructures après exécution des projets et la précarité de l'état de santé de la population.

#### **4.1.5 Manque d'une Planification Claire des Projets à Exécuter par Provinces**

Les données renseignent d'un déficit de planification claire des projets à exécuter par Province. Kanyinda, J., et al. (n.d.) affirme qu'il y a eu opacité de financement des projets, manque de suivi rigoureux des projets et absence d'une programmation claire dans l'exécution des projets. Kimbembe Mazunga (2024) indiqua à propos que le programme a été conçu au niveau central sur base d'informations provenant des structures provinciales (OVD, SNEL, REGIDESO, ONATRA, Gouvernement Provincial. Toutefois, cette information n'a pas été consolidée en un dispositif stable d'appropriation et de suivi. La tentative d'organiser à Kisangani une conférence débat pour clarifier le programme a été annulée à la dernière minute par l'exécutif provincial.

#### **4.1.6 Faible Participation aux Phases de Négociation et d'orientation des Projets**

Les données soulignent une participation limitée des élites provinciales aux négociations structurantes avec les entreprises chinoises. Selon KIMBEMBE(2024), les négociations ont été conduites par une équipe gouvernementale et des experts de la présidence, sous la conduite de KATUMBA MWANKE, sans présence d'un représentant originaire de la Province Orientale démembrée. Cette configuration réduisit la capacité des élites provinciales à influencer le choix et l'orientation des projets.

#### IV. SYNTHÈSE DES FACTEURS ET INDICES EMPIRIQUES

FACTEURS EXPLICATIFS	MANIFESTATION OBSERVÉES	ILLUSTRATIONS/SOURCES
Élaboration lacunaire des contrats chinois	Les lacunes constatées sur les termes des contrats ont entraîné la signature de plusieurs avenants	Christian Kabange Nkongolo (2009), L'inspection générale des finances(2023), Patrick Muyaya (2023), Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo (2024), Patrick Bomboka (2024)
Rupture du financement des projets par la partie chinoise	Arrêt des travaux sur terrain	the Sentry (2021), Jean Kimbembe Mazunga(2023)
Corruption et détournements des fonds destinés au financement des projets	Faible financement des travaux	the Sentry (2021), Collette Braeckman (2009), Jean Kimbembe Mazunga (2023),
Nombre réduit et minime des projets réalisés	Moins des travaux réalisés sur terrain	Abdallah Penembaka (2025), le service économique de l'ambassade de France (2019), le plan quinquennal du ministère des infrastructures et travaux publics (2024), U-report Unicef (2024), Trfon (2010), Agbumwana Motinga (2014)
Manque d'une planification claire des projets à exécuter par provinces	Absence d'un plan d'exécution des projets par province	Fimbo Lebilye (2023), Kimbembe Mazunga (2023) ,
Faible participation aux phases de négociation et d'orientation des projets	Méconnaissance du contenu des contrats et des projets à exécuter	Jean Kimbembe (2024)

#### V. DISCUSSION

Interprété à l'aide de l'analyse fonctionnelle et complété par l'observation de Lascoumes (2012), ces résultats suggèrent que la capacité des programmes publics à transformer le social, à « résoudre les problèmes », est aléatoire et souvent faible. Ces écarts sont interprétés selon trois perspectives principales : l'ineffectivité, l'inefficacité et l'inefficience. Ce sont les interprétations les plus habituelles de « l'échec » des politiques publiques. L'ineffectivité est un défaut dans la mise en œuvre. Des décisions politiques ont été prises, des mesures adoptées et parfois des moyens accordés mais les actions d'application concrètes n'interviennent pas ou restent partielles.

L'inefficacité porte sur la faiblesse des résultats obtenus. Des mesures ont été adoptées au niveau central, des compétences mobilisées et des budgets alloués, mais les effets attendus ne sont pas là. Les enquêtes de l'Inspection générale des finances(2023) qui ont abouti à la signature d'un avenant en mars 2023, illustrent cette réalité. L'inefficience est une troisième forme d'échec envisagé cette fois sous l'angle économique. C'est le coût élevé par rapport aux bénéfices qui est en cause. Il y a disproportion entre l'investissement financier d'un programme et son impact social. Le gain collectif paraît faible. En comparant cette théorie de LASCOUMES avec la situation des cinq chantiers en Province orientale démembrée, il y a des fortes similitudes dans la mesure où les cinq chantiers ont été pensés par l'Elite politique pour résoudre une série des problèmes économiques et sociaux auxquels la population congolaise est confrontée des décennies durant. Les moyens importants ont été mobilisés mais après leur mise en œuvre, les mêmes problèmes perdurent voire se sont aggravés. En outre, la conception lacunaire des termes des contrats, la corruption, la rupture de financement des projets par la partie chinoise, le détournement des fonds destinés au financement des projets et leurs surfacturations, le manque d'incrémentalisation des projets par les élites politiques, justifient cette mise en œuvre déficitaire des Cinq chantiers en Province orientale démembrée.

#### VI. PROPOSITIONS

Pour rompre la chronique des échecs dans la mise en œuvre des politiques publiques, l'étude recommande la redéfinition du cadre de leur mise en œuvre en République Démocratique du Congo, laquelle passe par :

1. L'Eradication de la corruption et les détournements des deniers publics qui gangrènent l'administration publique et le système politique congolais dans son ensemble ;
2. La Dépolitisation de l'Administration tout en la replaçant dans la trajectoire de ses missions régaliennes, notamment celle d'encadrer et exécuter les politiques publiques ;
3. Le renforcement de la décentralisation en concédant plus d'autonomie financière et administrative aux Provinces et autres Entités Territoriales Décentralisées. Ceci passe par la libération à leur profit des ressources leur concédées par la constitution ;

4. La mise en place d'une politique de développement qui partirait de la base au sommet et non l'inverse. Cela nécessite de confier les missions de conception et pilotage des politiques publiques aux Gouvernements Provinciaux, les services techniques centraux et déconcentrés de l'Administration Publique sous la tutelle du Gouvernement de la République, en lieu et place des structures du cabinet du chef de l'Etat.

## RÉFÉRENCES

### OUVRAGES

- Agbumana Motinga. (2016). *La visibilité de la RDC*. Imprimerie du Centre, Kinshasa.
- Bongeli Yeikelo ya Ato. (2011). *La mondialisation, l'Occident et le Congo Kinshasa*. Harmattan RDC, Kinshasa.
- Brackman, C. (2009). *Vers la deuxième indépendance du Congo*. Le Cri, Afrique Edition.
- Esiso Asia Amani. (2012). *Manuel de méthodologie de recherche en sciences sociales*. Éditions de l'IRSA, PUKIS, Kisangani.
- Mulumbati, N. (2010). *Manuel de sociologie générale*. Éd. Africa, Lubumbashi.
- Mwilanya, N. (2021). *La République Démocratique du Congo sous Joseph Kabila : Devoir de mémoire*. L'Harmattan RDC, Kinshasa.
- Kambila, J. P. (2009). *Les cinq chantiers et la reconstruction de la RDC*. L'Harmattan RDC, Kinshasa.
- Otemikongo Mandefu Yaisule, J. (2018). *Guerre des méthodes en sciences sociales : du choix du paradigme épistémologique à l'évaluation des résultats*. L'Harmattan, Paris.

### ARTICLES

- Payette, A. (2021, 9 janvier). Pourquoi le bilan de XI Jinping en 2020 est loin d'être positif. *Asialyst*.
- Baruti et Simba. (2013, décembre). Part des Cinq Chantiers dans l'exécution des budgets de la Province Orientale de 2007 à 2011. *Revue de l'IRSA*, (19).
- Lestienne, B. (2011, 31 décembre). L'héritage de Lula. *Revue Projet*. <https://www.revue.projet.com>
- Beshir Ben Yahmed. (2009, 18-31 octobre). Les 5 chantiers. *Jeune Afrique*, (2545-2546).
- Conter, B. et Faniel, J. (2015). Belgique : le projet gouvernemental contesté par la mobilisation et la négociation. *Chroniques internationales de l'Institut de Recherche Économiques et Sociales*.
- Hebdo. (2019, 19 février). Macky Sall, après 7 ans de mandat, le bilan économique. *Hebdo*, (130).
- Picet, I. (2022, 4 mars). Quinquennat 2017-2022. Bilan contrarié d'Emmanuel Macron. *Les Echos*.
- Kanyinda, J. et al. Cinq Chantiers : saupoudrage à Kinshasa, souffrance à l'Est de la RDC. *Le Millénaire*. <http://www.lemillénaire.com>
- Ribadeau Dumas, L. (2018, 1 mars). Le bilan contradictoire du Maréchal Abdel Fatah al Sisi. *France Info*.
- La Croix. (2022, 13 septembre). Kenya : Uhuru Kenyatta, président insondable au bilan à demi-teinte.
- Plan quinquennal du ministère des infrastructures et travaux publics. (2024, 15 août). *Actualité.cd*, 17h45.
- Reliou Koubakin. 10 ans de pouvoir d'Alassane Dramane Ouattara : quel bilan ? <https://p.dw.com>
- Février, R. (2016, 5 octobre). Barack Obama à l'heure du bilan. *Le Nouvel Observateur*. <https://nouvelobs.com>
- Trefon, T. (2010). Le programme "Cinq Chantiers de la République" : bilan et leçons tirées. *Revue Internationale des Sciences Administratives*, 76.
- UNICEF RDC. (2024, 10 avril). U-report. <https://www.radiookapi.net>, 15h13.
- Kabange Nkongolo, C. Quelques considérations juridiques sur le deal sino-congolais. <https://mail.leganet.cd/doctrine/textes/decon/Dcontrats/contratsinocongolais.pdf> (2009).
- Calvet, S. et Kavanagh, M. J. (2021). Congo Holdup, RDC : rapport accablant sur SICOMINES sur la table du Gouvernement. *The Sentry*. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/>

### DOCUMENTS OFFICIELS

- Mbate Lupiki et Ukumu Ular. (2011). Rapport sur les principales réalisations du gouvernement provincial. Kisangani.
- Discours sur l'état de la nation devant le congrès en décembre 2018. *Le Soft International*, décembre 2018.
- Note sur le secteur de l'électricité du Service Économique de l'Ambassade de France à Kinshasa, en République Démocratique du Congo. (2019, 18 décembre). Kinshasa.
- Programme d'intégration de la santé communautaire : aperçu d'un pays, la République Démocratique du Congo. <https://lastmilehealth.org>
- Rapport du démantèlement de la Province Orientale. (2013).



### **SOURCES DU TERRAIN (ENTRETIENS ET COMMUNICATIONS)**

Entretien avec Jean Kimbembe Mazunga, conseiller du Chef de l'État en matière d'infrastructures, à sa résidence, le 11 avril 2024, de 17h à 19h.

Entretien avec l'honorable Abdalah Pene Mbaka, député national, gouverneur de province honoraire et ancien conseiller politique du Gouverneur de la Province Orientale, à sa résidence à Bunia, le 15 juillet 2024, de 10h à 14h.

Entretien avec Messieurs Fimbo Lebilye Ferdinand et Abdalah Pene Mbaka, respectivement ancien maire de la ville de Bunia et gouverneur de la Province de l'Ituri.